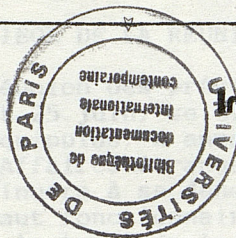


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N° 223

du 6 au 12 juin 1987

POLITIQUE

Le siège de la réunion présidentielle est défini
Le président du Costa Rica a rencontré Cerezo
Le Congrès exige l'arrêt des fumigations
Le gouvernement menace les enseignants
Nepotisme démocrate-chrétien
Difficile situation pour les rapatriés
Le chef des forces armées panaméennes a visité le Guatemala
Réunion interparlementaire entre le Mexique et le Guatemala
Le commando sud nord-américain a un nouveau chef

ECONOMIE

Le CACIF dit non aux nouveaux impôts

INSURRECTION

L'armée a ordonné des incendies dans le Peten, affirme l'URNG

DROITS DE L'HOMME

Des policiers torturent et assassinent
Cinq agriculteurs assassinés
Crimes dans la capitale
Deux mineurs meurent de mort violente
Disparition d'un enseignant
Attentat contre un prêtre
Troisième anniversaire du GAM

4° P. 12315

POLITIQUE

LE SIEGE DE LA REUNION PRESIDENTIELLE EST DEFINI

La réunion des présidents centraméricains, qui aura lieu les 24 et 25 juin, se tiendra dans la ville de Guatemala et non à Esquipulas, a annoncé, le 3 juin, Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères du Guatemala. Néanmoins, la réunion continuera à se dénommer "Esquipulas II". Le haut fonctionnaire a signalé que la principale difficulté pour la tenue de la réunion à Esquipulas est due à l'opposition de l'Eglise, et il a précisé que la réunion portera sur le plan Arias pour la paix dans la région.

LE PRESIDENT DU COSTA RICA A RENCONTRE CEREZO

Oscar Arias Sanchez, président du Costa Rica, a rencontré, le 7 juin, à l'aéroport international "La Aurora", son homologue guatémaltèque, le président Vinicio Cerezo. L'entrevue a eu lieu à l'occasion du retour du président costaricien d'une tournée dans différents pays européens dans le but d'obtenir un appui politique à sa proposition de paix pour la région, proposition qui sera discutée lors de la prochaine réunion des présidents centraméricains, au Guatemala. Arias et Cerezo ont discuté pendant quarante minutes de ce projet de paix pour la région. Les détails de leur conversation n'ont pas été révélés.

LE CONGRES EXIGE L'ARRET DES FUMIGATIONS

La commission au milieu ambiant du Congrès de la République a exigé des ministres de la Présidence et de l'Agriculture la suspension définitive du programme de fumigations contre les plantations de marijuana et de pavot, a fait savoir, le 5 juin, la député Ana Maria Gonzalez. Cette demande a été faite dans la cadre du jour international du milieu ambiant. Au même moment, Juan Jose Rodil, ministre de la Présidence, a déclaré que les fumigations, réalisées par des avions nord-américains, s'étendraient à différentes zones des départements d'El Quiche, de Huehuetenango, de San Marcos, de Quezaltenango et du Peten, et il ajouté que le projet gouvernemental était de détruire par fumigation 250 manzanas (175 hectares) de plantations de narcotiques.

LE GOUVERNEMENT MENACE LES ENSEIGNANTS

Des groupes proches du gouvernement sont les responsables de la parution, ces derniers jours, d'une liste noire d'enseignants syndiqués qui sont menacés d'être "exécutés" s'ils ne changent pas d'attitude, a assuré, le 5 juin, Francisco Jimenez, responsable de l'Association de l'enseignement guatémaltèque (AMG). Le syndicaliste a ajouté qu'il s'agit d'"ac-

tions en vue d'intimider la classe laborieuse du pays". Jimenez se trouve sur la liste des enseignants menacés de mort, dans une lettre publiée par différents organes de presse et signée par le front clandestin "Silvio Matricardi". Sur cette liste, apparaissent également les noms des dirigeants de l'Association nationale des professeurs de l'enseignement moyen (ANEEM). Ces deux associations ont participé activement à la récente grève générale des employés publics.

NEPOTISME DEMOCRATE-CHRETIEN

Le 8 juin, Milton Cerezo, frère du président Vinicio Cerezo, a été nommé directeur général des services de Migration, en remplacement du colonel Clodoveo Dominguez. Ce dernier a été destitué après avoir dénoncé une série d'anomalies et d'irrégularités dans la remise de passeports à des citoyens étrangers souhaitant légaliser leur résidence au Guatemala. Cette dénonciation implique directement le nouveau directeur des services.

Dominguez et la responsable du service des passeports de la Direction générale de la Migration se sont rendus le 8 juin au ministère public (tribunal général de la Nation) afin d'accuser formellement Milton Cerezo de corruption. Ce dernier se serait approprié illégalement 88 passeports en blanc et les aurait revendus à des étrangers pour des sommes variant entre 300 et 5.000 dollars.

Le président Cerezo a par ailleurs désigné la journaliste Carmen Escribano de Leon, épouse du ministre du développement Rene de Leon, au poste de directrice du journal officiel "Diario de Centroamérica", en remplacement du journaliste Danilo de Leon, récemment décédé.

DIFFICILE SITUATION POUR LES RAPATRIES

Selon des déclarations faites le 5 juin par Olivero Garcia Rodas, député et membre de la commission des droits de l'homme du Congrès de la République, les paysans rapatriés au Guatemala sont obligés de se soumettre à la loi sur l'amnistie politique, ils ne reçoivent aucune assistance et souffrent de difficultés de toutes sortes; quant à ceux qui parviennent à retourner à leurs communautés d'origine, ils trouvent en général leurs terres occupées par d'autres.

Selon le député, le président Cerezo s'était engagé, il y a quelques mois, auprès de Jorge Luis Archila, président de la commission des droits de l'homme, à visiter les camps de réfugiés afin de constater les "critiques conditions" dans lesquelles ils vivent, "mais nous ignorons pourquoi il ne l'a pas fait".

Pour sa part, Diego Velasco Brito, député du département d'El Quiche, a déclaré qu'il y avait au Mexique environ 200 mille réfugiés guatémaltèques. Il a ajouté que les rapatriés qui se trouvent dans les meilleures conditions sont ceux qui sont installés dans le pôle de développement "La Union", situé dans le département de Huehuetenango, au nord-ouest du pays, qui "ne reçoivent pourtant qu'un seul repas par jour et doivent marcher pendant six kilomètres pour trouver de l'eau".

LE CHEF DES FORCES ARMEES PANAMEENNES A VISITE LE GUATEMALA

Le général Manuel Antonio Noriega, commandant des forces armées du Panama, est arrivé le 5 juin au Guatemala pour une visite de 48 heures au cours de laquelle il doit rencontrer le président Vinicio Cerezo, le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, et les hauts commandants de l'armée guatémaltèque.

De sources officielles, on signale que la visite du militaire panaméen signifie un rapprochement plus grand entre le Guatemala et Panama et une plus grande collaboration technique, politique et économique entre les deux pays, à quelques mois du moment où le général Noriega remplacera le général Gramajo à la présidence du Conseil de défense centraméricain (CONDECA).

REUNION INTERPARLEMENTAIRE ENTRE LE MEXIQUE ET LE GUATEMALA

La seconde réunion interparlementaire entre le Mexique et le Guatemala s'est conclue le 5 juin dans la ville de Guatemala par un communiqué conjoint. Cette déclaration souligne la préoccupation des participants face au conflit que vit l'Amérique centrale, insiste sur l'élimination du trafic de narcotiques et affirme l'inquiétude des deux pays face à l'application de la loi Simpson-Rodino contre les latino-américains vivant sans papiers aux Etats-Unis.

Le député guatémaltèque Obdulio Chinchilla a par ailleurs déclaré que le président du Congrès du Guatemala, Ricardo Gomez, avait menti dans son discours inaugural en affirmant que la situation des réfugiés qui ont décidé de revenir du Mexique était "favorable".

LE COMMANDO SUD NORD-AMERICAIN A UN NOUVEAU CHEF

Le 6 juin, le général Fred F. Woerner a remplacé le général John Galvin à la tête du commando sud de l'armée des Etats-Unis installé dans la zone du canal de Panama et qui a pour devoir de défendre les intérêts de Washington "dans une région où prolifère l'insurrection, le terrorisme, la subversion et le trafic de drogue", a-t-on appris de sources officielles.

Agé de 54 ans, Woerner a servi précédemment pendant neuf ans dans différents pays latino-américains parmi lesquels la Colombie, le Guatemala, l'Uruguay et Panama. Il a dirigé pendant quatre ans la 193^e brigade d'infanterie, dénommée depuis décembre l'"armée sud des Etats-Unis" et qui s'est chargée de l'invasion de l'île de la Grenade en octobre 85, tout en dirigeant le bureau d'assistance de sécurité dans la région.

Le général Galvin, qui occupait ce poste depuis la mi-85, a été nommé chef suprême des forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) dont le siège est à Bruxelles.

ECONOMIE

LE CACIF DIT NON AUX NOUVEAUX IMPOTS

Le Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), la plus puissante organisation du secteur privé du pays, a dit non aux nouveaux impôts que le gouvernement veut faire porter sur les importations en général. Cette déclaration a été faite le 3 juin par David Ordonez, président du CACIF.

Le chef d'entreprise a affirmé que le CACIF avait pris connaissance de la volonté du gouvernement de taxer les importations de 15 %, ce qui représente "un coup très dur pour l'économie guatémaltèque qui réduit à néant les efforts du secteur privé pour réactiver la production nationale".

INSURRECTION

L'ARMEE A ORDONNE DES ENCENDIES DANS LE PETEN, AFFIRME L'URNG

Le haut commandement de l'armée a donné l'ordre d'incendier de grandes zones de forêts et de montagnes dans le nord du pays, dans le cadre d'une opération anti-insurrectionnelle. L'information a été donnée le 5 juin par la radio "Voz Popular" (Voix populaire), radio officielle de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), dans son émission hebdomadaire sur 41 mètres onde courte et réalisée depuis la Sierra Madre guatémaltèque.

La radio insurgée a également fait savoir que le gouvernement du président Vinicio Cerezo recevra cette année 147 millions de dollars d'aide militaire, et qu'il a acquis récemment d'Espagne des motos et deux mille révolvers dans le cadre de la coordination entre la police et l'armée dans la lutte anti-insurgée, "pratique semblable à celle des gouvernements précédents".

La radio "Voz Popular" a informé que, pendant le mois de mai, 76 cas de violation des droits de l'homme ont été enregistrés, et que les forces insurgées ont causé 34 pertes à l'armée gouvernementale au cours d'opérations dans les départements d'El Quiche, du Peten, de San Marcos et de Solola.

DROITS DE L'HOMME

DES POLICIERS TORTURENT ET ASSASSINENT

Selon la presse locale du 6 juin, les cadavres de deux jeunes hommes ont été retrouvés le 5 juin dans un quartier de San Cristobal, dans la banlieue sud-ouest de la capitale. Il s'agirait de victimes de membres de la police nationale que l'on avait vus la veille torturer une personne dans ce même quartier.

Selon divers témoignages, une dizaine de policiers torturerait un jeune homme qui portait des menottes, dans la nuit du 4 juin, dans le quartier El Aguacatal, à la vue des habitants effrayés.

Les témoins affirment que les policiers faisaient partie de trois patrouilles-radio, dont l'une a été identifiée comme étant la numéro 501 du cinquième corps de la police nationale. Ils ajoutent que le véhicule de la victime est resté en possession de ses agresseurs.

CINQ AGRICULTEURS ASSASSINES

Selon un rapport d'origine militaire, connu le 5 juin, trois agriculteurs ont été torturés et assassinés par balles et à la machette, au cours d'actions commises par des groupes d'hommes armés qui agissent en toute impunité dans diverses régions du pays.

Luis Salvador Recinos a été assassiné à Santa Catarina Mita, département de Jutiapa; le cadavre de Miguel Peralta Pere a été retrouvé à Guazacapan, département de Santa Rosa, et celui d'Elmer Arnaldò Jeronimo à Nueva Concepcion, Escuintla. Par ailleurs, Jose Ignacio Orantes Gonzalez et Edgar Amado Mata Esquivel ont été assassinés dans de semblables circonstances, dans les villages de Los Achiotos et de Cuilapa, département de Santa Rosa.

CRIMES DANS LA CAPITALE

Victor Hugo Mendez Moral, étudiant de 19 ans, a été assassiné le 5 juin dans un bus urbain par un groupe d'inconnus. Jose Tahuite Davila est mort le 7 juin dans un hôpital de la capitale des suites des blessures par balles reçues au cours d'une agression réalisée par un groupe d'individus armés qui l'avait attaqué en pleine rue et en présence de nombreuses personnes, dans le faubourg d'El Limon.

DEUX MINEURS MEURENT DE MORT VIOLENTE

Alberto Wotzbeli Cardona, 11 ans, a été retrouvé pendu à un arbre, dans le village de Nuevo Progreso, département de San Marcos, a-t-on appris par la presse du 5 juin. Par ailleurs, le corps d'Elba Noemi Carrera, 16 ans, a été retrouvé dans les locaux du Projet presbytérien, dans un quartier de la capitale. Le corps portait des blessures et des traces de coups.

DISPARITION D'UN ENSEIGNANT

Le professeur Victor Hugo Blanco Velasquez a été déclaré disparu par sa famille, le 5 juin. Les membres de la famille de l'enseignant ont signalé qu'il avait quitté son domicile en automobile pour se rendre à la ville de Chimaltenango, à 40 kilomètres de la capitale, mais n'était jamais arrivé à destination.

ATTENTAT CONTRE UN PRETRE

Selon des informations de presse du 3 juin, le prêtre franciscain Antonio Molina, directeur de l'hôpital pour convalescents d'Antigua Guatemala, département de Sacatepequez, a été victime d'un attentat par balles dont il est sorti sain et sauf.

Le religieux se rendait en voiture d'Antigua au village voisin de San Felipe quand un groupe d'hommes posté au bord de la route a fait feu sur lui. Le prêtre n'a pas été atteint mais son véhicule a été sérieusement endommagé.

En novembre 83, le supérieur des franciscains, Augusto Ramirez Monasterio, avait été assassiné à Guatemala. L'armée en avait été rendue responsable par l'Eglise catholique.

TROISIEME ANNIVERSAIRE DU GAM

Des centaines de membres du Groupe d'appui mutuel (GAM) et de parents de disparus ont effectué, le 5 juin, une manifestation de la place Italia, face à la mairie de la capitale, jusqu'au palais national, afin de célébrer le troisième anniversaire de cette association.

La présidente du GAM, Nineth Montenegro de Garcia, a déclaré que l'espoir de retrouver les parents disparus maintient unis contre les diffamations, les calomnies et les injures dont est victime l'association, et elle a exigé du gouvernement la création d'une commission d'enquête sur le sort des disparus.